



SECTEUR FEDERAL DE LA REGION DE DIJON

Dijon, le 11 décembre 2017

MOTION

Transport FERROVIAIRE il y a urgence ...

Réunis en conférence régionale les 100 délégués de tous les syndicats CGT cheminots de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont unanimes pour dénoncer la situation de la SNCF et les conséquences subies par usagers et les chargeurs.

Les maux ne sont pas nouveaux, mais ils semblent en cette fin d'année atteindre des sommets. Sans parler des défaillances médiatisées des gares Parisiennes, c'est aussi dans la proximité et le quotidien que se font sentir les méfaits des choix stratégiques portés par gouvernement et directions d'entreprises et mis en œuvre localement par nos directions avec la complicité implicite de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Tous les jours, ce sont des trains qui sont supprimés faute de conducteurs, sans autre alternative que d'attendre le suivant. Après avoir supprimé les contrôleurs dans certains trains ce sont maintenant des arrêts que l'on supprime pour faire plus d'aller-retour avec les mêmes rames : échange de productivité contre services avec allongement de temps de parcours de 45' à 1h00 pour certains scolaires et salariés matin et soir avec la suppression des arrêts de Neuilly-les-Dijon, Villers-les-pots et Franois.

Productivité, mais aussi organisation interne qui en spécialisant les cheminots, leur interdit de travailler pour un autre service sur leur métier. Ainsi un conducteur de train Fret ne peut plus conduire de TER comme cela existait antérieurement. Ainsi un agent de la circulation ne peut plus intervenir dans la gestion des usagers lors des situations qu'elles soient perturbées ou pas...

Caché derrière les termes des mobilités nouvelles et de la liberté modale, l'exécutif régional prépare à la nouvelle convention TER en cours de négociation à la sauce libérale : objectif de fermeture de guichets avec 100 emplois menacés, alternatives routières contraintes, présence humaine en gare réduite à sa plus simple expression y compris par des prises de risques vis-à-vis de la sécurité ferroviaire. D'usager de bonne fois, le Bourguignon ou Franc-Comtois devient client fraudeur sanctionné de 50 € lors de contrôles aléatoires...effectués par des cheminots à qui cette situation a été imposée. Sanction sur les quais plutôt qu'accompagnement dans les trains auprès des usagers voila les choix communs de Direction et du Conseil Régional.

Les questions du devenir du réseau, de sa modernisation, de son entretien et son financement doivent se poser autrement que par la sous-traitance, les ralentissements puis des fermetures.

Dans la recherche du toujours moins cher, c'est le service public qui est remis en cause : avec la volonté exacerbée d'ouverture à la concurrence, ce ne sont pas des économies qui sont visées, mais bien un dogme à atteindre et à imposer au plus grand nombre...

Usagers et salariés ont des intérêts communs à porter sur la place publique pour que les déplacements du quotidien soient mieux assurés prenant en compte les besoins et attentes nouvelles.

Nos propositions en réponse à ces besoins existent et sont accessibles au débat, nous ne prétendons avoir réponse à tout, mais nous revendiquons que le transport ne puisse s'organiser sans ceux à qui il est destiné et ceux qui le réalisent. Il en est de même du Fret ou les outils régionaux comme le triage de Gevrey ont été mis en sommeil depuis plus de 5 ans par des choix politiques contraires à l'intérêt général. Alors que les accords internationaux prévoient l'objectif de limitation de la hausse des températures et des émissions de gaz à effets de serre, rien ou si peu est fait pour le report modal...

Ce gouffre entre les annonces et les actes nous légitime à alerter, débattre et agir.....